

Le plus excellent symbole du peuple c'est le pavé (Victor Hugo)

Journal du retraité de Chaumont

<http://cgtretraites-chaumont.fr>

Le site du Syndicat



Syndicat **CGT** des Retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc - 52000 Chaumont - N° 120 - novembre 2018

60 000 SIGNATURES SUR NOTRE PÉTITION CONTRE LA HAUSSE DU FIOUL, DU GAZ ET DES CARBURANTS

UNE COLÈRE ? NON MACRON, C'EST UNE RÉVOLTE !

17 NOVEMBRE...

Richard Vaillant, *syndicat CGT des retraités de Chaumont*

Les mots parfois nous manquent pour parler de la vie des gens. Les fins de mois qui commencent de plus en plus tôt, les difficultés pour se chauffer, se déplacer. Ou compter ses sous pour acheter un livre, aller au cinéma, partir en vacances. Si vous pensez que je verse dans le misérabilisme, allez donc voir du côté des associations caritatives. Elles vous diront toutes que dans les files qui se pressent à leurs portes, il y a de plus en plus de retraité.e.s, de personnes âgées. Écoutons Julien Lauprêtre, président du Secours populaire : « c'est le drame qui me touche le plus, voir des retraités qui ont travaillé toute leur vie et qui viennent demander à manger au Secours populaire... ». Oui, c'est un drame qui met en rogne, qui bouleverse et révolte tout être humain normalement constitué. Mais ceux qui nous gouvernent ne sont pas normalement constitués. Chez ces gens-là, on ne cause pas, monsieur, on compte, chantait Jacques Brel.

On compte ce qu'on peut piquer dans les poches de ceux qui n'ont que leur pension pour vivre, survivre parfois : CSG, Sécu, pension en rade en 2018 et pour 2019, les députés-godillots dont notre déplorable Abba viennent de voter la désindexation. Un mot un peu abscons que les retraités ont vite compris. Plus de revalorisation des pensions liée à la hausse des prix. C'est ce gouvernement de nantis et de privilégiés qui décidera seul du pourcentage d'augmentation. Pour 2019, ce sera 0,3% alors que l'inflation est annoncée à plus de 2%. Après la CSG, c'est encore 1,7% de pouvoir d'achat en moins, qu'il faut aussi additionner aux 2% perdus en 2018. Et Macron en remet une couche avec la hausse du fioul, du gaz et des carburants. Une adhérente de notre syndicat, facture en main, nous montrait qu'il lui en coûterait 400 euros de plus sur une année.



Ces hausses du fioul, du gaz et des carburants, c'est un peu la goutte qui fait déborder le réservoir. Un véritable ras-le-bol, un vent de révolte a gagné toutes les catégories de la population. Que certains, comme l'ex-Fn, englués dans des affaires de gros sous au Parlement européen ou plus soucieux des prochaines élections tentent de récupérer le mécontentement ne doit pas nous détourner de nos responsabilités. Il faut se rassembler, s'unir pour s'opposer à tous ces mauvais coups. Le rassemblement citoyen du 17 novembre saura, nous en sommes sûrs, renvoyer le parti fasciste à ses petits calculs sordides.

Notre syndicat est disponible pour cette journée. Sa pétition lancée le 27 octobre a déjà rassemblé 60 000 signatures, ce qui en fait, à coup sûr, une des plus populaires au plan national. Partie de Haute-Marne, elle s'est répandue peu à peu dans la région Grand-Est et tout le pays. Elle a été reprise en pétition papier. Ces 60 000 signatures ne sont pas notre propriété, mais nous avons l'obligation morale de répondre à l'aspiration, à la colère, à la rage des gens qui ont signé ? Oui, nous sommes partants pour un grand 17 novembre ! **R.V.**

PAGE 2 : Le livre de Catherine Le Gall et Denis Robert « Les prédateurs : des millionnaires contre les États » Le Brésil s'abandonne au fascisme. Notre mise au point à propos du 17 novembre. **PAGE 3 :** Parc national, le désenchantement. Le Billet de B.B. **Page 4 :** Le Nouveau Relax. Le Smic. La casse de la fonction publique. Très cher Martinelli...

La pétition peut encore être signée et diffusée ici : <https://chn.ge/2O4wDcW>
ou sur le site : <https://www.facebook.com/SYNDICAT.CGT.RETRAITES.CHAUMONT/>

«LES PRÉDATEURS» : un livre sur l'enrichissement des milliardaires au détriment de l'Etat

Au Fouquet's, le 6 mai 2007, parmi la soixantaine d'invités fêtant l'élection de Nicolas Sarkozy, deux milliardaires étrangers passent pratiquement inaperçus. L'un est Belge (Albert Frère), l'autre Canadien (Paul Desmarais). Les deux magnats, qui ont beaucoup soutenu le nouveau président de la République français, sont amis et font souvent des affaires ensemble.

Justement, un an plus tôt, ils ont trouvé le moyen de vendre pour près de 800 millions d'euros la chaîne de restauration rapide «Quick» à une filiale de la Caisse des dépôts et consignation. Il faut savoir qu'en 2004 «Quick» était déjà à vendre, mais n'avait pas trouvé preneur à 300 millions d'euros.

Comment se fait-il que deux ans plus tard, sans qu'elle ait beaucoup changé, un «*groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays*» ait jugé nécessaire de l'acquérir pour plus de deux fois plus cher ?

On notera au passage qu'après avoir vendu «Quick», Frère et Desmarais ont acheté pour 800 millions d'euros d'actions Suez. Et qu'en septembre 2007, sous la forte impulsion de Nicolas Sarkozy, Suez et GDF ont fusionné...

Fin 2015 «Quick» sera revendue pour 1 euro symbolique (mais avec 600 millions d'euros de dettes) à la société qui gère Burger King. Entre temps ses immeubles ont été vendus, puis loués (très cher) à... «Quick».

L'affaire a profité à beaucoup de monde. Et ça intéresse fortement la justice belge. Mais elle n'est pas suivie par la justice française qui ne voit pas bien le problème... On sait en tout cas qui trinque le plus à la suite de ces opérations : les employés des restaurants concernés.

Cette histoire est racontée par deux journalistes (Catherine Le Gall et Denis Robert – celui qui a révélé l'affaire Clearstream) dans un livre intitulé «Les prédateurs : des milliardaires contre les Etats». Et leur enquête les amène à s'intéresser à d'autres ventes «bizarres».

Au Brésil par exemple, en 2006, l'entreprise d'état Petrobras a acheté pour 1,18 milliards de dollars, une vieille raffinerie américaine détenue par Albert Frère. Il l'avait payée quelques années plus tôt 42,5 millions de dollars.

Mais on peut parler aussi de la multinationale française Areva qui, en 2007, a acheté pour 1,8 milliards d'euros une société canadienne possédant des mines d'uranium acquises à l'origine pour trois fois rien. Et pour cause : elles sont inexploitable et toujours inexploitées à ce jour malgré des dépenses supplémentaires d'Areva portant la facture totale à 3,1 milliards.

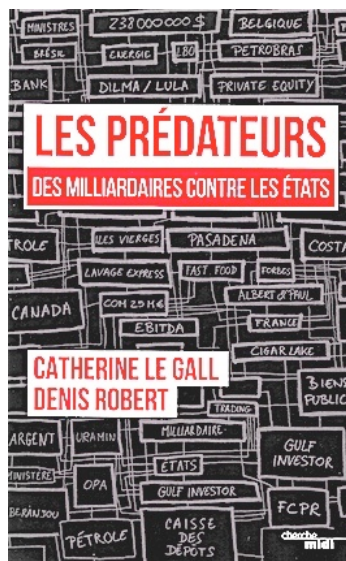
Des enquêtes sont en cours et plusieurs mises en examen ont eu lieu, dont celle d'Anne Lauvergeon, l'ancienne et toute puissante présidente d'Aréva. On remarquera que cette dernière a côtoyé Frère et Desmarais dans toutes sortes de conseils d'administrations ; y compris à GDF-Suez.

On remarquera qu'en 2010 une filiale de GDF-Suez a financé pour 1 million de réaux, la campagne de Dilma Rousseff, la présidente du pays. Son adversaire, qui a reçu à peu près la moitié, n'a pas été oublié...

Le livre tente surtout de montrer que des méthodes communes sont à l'œuvre pour faire passer les deniers des états dans la poche de milliardaires, qui, au passage, font main basse sur l'énergie. Il n'est donc pas étonnant que les prix du gaz, du pétrole et de l'électricité grimpent de plus en plus et que les inégalités entre les riches et les pauvres ne cessent de s'accroître.

Dernière mauvaise nouvelle : la plupart des montages financiers évoqués dans le livre ont été réalisés sous couvert de la banque Rothschild, dans laquelle travaillait Emmanuel Macron.

Elté



LE BRÉSIL S'ABANDONNE AU FASCISME



Dans un pays taraudé par des phénomènes de violence, des difficultés économiques catastrophiques, une corruption récurrente et

une crise de confiance dans la classe politique, le candidat d'extrême droite est parvenu, avec des discours conjuguant populisme, démagogie et xénophobie, à apparaître comme l'homme providentiel dont le Brésil aurait besoin.

Le bond des marchés financiers lors de ce scrutin démontre, s'il en est besoin, que le monde des affaires se satisfait d'un tel Président. Il promet de privatiser à grande échelle, de réduire les dépenses publiques, de transformer le système de retraite, d'assouplir le « marché » du travail... !

Bolsonaro est un grand adepte de discours haineux à l'égard des militants de gauche, des syndicalistes, des noirs, des homosexuels, des femmes... Autant de repères idéologiques du fascisme qui font craindre des moments difficiles pour tous les progressistes de ce pays. À ces derniers va notre solidarité pleine et entière...

MISE AU POINT

Malgré les propos aigres-doux parus dans la presse « *on ne veut pas des syndicats !* » nous avons décidé de prendre contact pour trouver une base de rassemblement avec les 4000 de Facebook pour le 17 novembre. Contacts difficiles, propos inquiétants contre les syndicats. Du Macron ou du Le Pen pur jus. On espère qu'il ne s'agit que d'une saute d'humeur et que le RN (l'ex FN) ne pointe pas le nez dans ce groupe pour tenter de faire diversion. On sait Marine Le Pen engluée dans une affaire pas très propre d'emplois douteux au Parlement européen et les élections approchent...

Bref, on souhaite, si tel n'est pas le cas que les responsables du groupe reviennent à de plus nobles sentiments vis-à-vis du syndicalisme et du nôtre en particulier. Les syndicats de retraités qui comptent des dizaines d'actions unitaires à leur compteur et 60 000 signatures sur la pétition mise en ligne par le nôtre n'admettront pas ce genre d'insultes. Respect s'il vous plaît. Et alors, oui, on pourra discuter...



PARC NATIONAL : DÉSENCHANTEMENT ?



Adriana et Richard Vaillant

Près de la ligne d'arrivée, à deux doigts de gagner, le coureur de fond hésite parfois. Qu'est-ce que je fais là ? Et ça sert à quoi ? En serait-il ainsi pour le marathon du Parc national ?

Les titres dans la presse sont moins pompeux. Comme une excuse d'avoir poussé le bouchon un peu loin. Pour faire accepter l'arbitraire, il faut souvent user d'artifices et de mensonges...

Le Ceser joue la prudence. Il donne un avis positif, mais soulève quelques points, apprend-on par la presse. Des points pertinents : pourquoi l'ONF continue-t-il à abattre des arbres dans ce qui devrait être demain la Réserve intégrale, zone interdite où les scientifiques étudieront la forêt primaire, celle qui n'a pas connu l'Homme ? Pour le pognon, pardi !

Le Ceser parle également de chasse, plantation de résineux (un arbre bien de chez nous !).

Rassurons-nous, tout cela sera de peu d'importance puisque le projet de Charte du Cœur de Parc soumis à la signature des différentes instances avant le 26 octobre : Conseils municipaux, Conseil départemental, GIP, Ceser, annonce clairement que, dans le Parc, ce sera le directeur qui sera la loi. La loi du pouvoir et des multinationales. Les élus, la population n'auront plus leur mot à dire. **Notre** forêt sera mise sous cloche et la démocratie avec...

La consultation des élus qui souvent n'avaient pas lu les 500 pages du projet de Charte (un exemplaire par commune) a, elle aussi, manqué de l'euphorie qui présidait aux premières réunions. Et les questions qui auraient dû être débattues dès l'origine sont soudainement, mais encore trop timidement, apparues dans les débats : doutes sur les réelles retombées économiques, sur le développement du tourisme alors que les interdits vont se multiplier dans toute la zone du Parc. Et l'écologie : pourquoi ne parle-t-on pas « des dispositifs de compensation carbone » ou de la « financiarisation verte » qui permet à une entreprise d'investir dans la conservation d'une forêt afin d'avoir le droit de polluer ailleurs ?

Et il y a aussi la question primordiale du financement. Qui va payer ? L'État, alors qu'il se débarrasse de tous ses services publics, privatise et ne tient jamais ses promesses en matière de financement ? Les collectivités locales en savent quelque chose... 70 000 hectares de nos forêts privatisées par l'Etat, n'est-on pas en plein dans la logique du fondé de pouvoir de la banque Rothschild ?

Pas étonnant que tout ait été fait pour que le projet de Charte soit le moins lu possible car, peu à peu, le voile se lève sur les véritables enjeux du Parc national, sur les règles draconiennes, les interdits qui vont régir ce qu'on nous a présenté hier comme le nouvel Eldorado écologique, économique et social qui a fait rêver un département en pleine débîne.

Lorsque le décret de création du Cœur de Parc sera promulgué fin 2019, il fixera la liste des communes et des parcelles cadastrales incluses dans son périmètre sans que les communes ou les propriétaires fonciers puissent user de leur libre arbitre pour accepter ou refuser cette situation. Nos élus mesureront-ils alors la portée de leurs actes ? Tiendront-ils enfin compte de la température plutôt basse des populations directement concernées ?

Et la brutalité avec laquelle les pouvoirs publics ont voulu sceller le sort du Parc aux daims présenté comme un possible portail du Parc national, ne préfigure-telle pas la façon dont celui-ci va être géré ?



A.&R.V.

Le billet de B.B. PAS DE CLAIRON POUR MACRON

Ce 11 novembre 2018 ne sera pas un **armistice** pour Macron ! En termes militaires, un armistice est *le jour qui marque la fin d'un conflit, la suspension des hostilités après un accord entre belligérants...* Allons me direz-vous, serions-nous en guerre ? Eh bien oui très certainement ! Depuis la supercherie de mai 2017 installant au pouvoir le retors petit caporal de Hollande, nous sommes aujourd'hui **en lutte** contre les décisions scélérates prises par la seule volonté d'un prince qui se veut grand dans l'oppression quand il est effectivement bien petit dans la compassion.

Il est patent que le maître de l'Elysée n'entend pas baisser les armes devant la colère grandissante de ce peuple de "riens", **cette troupe de gueux** jusqu'alors si paisibles qui n'ont pour seul tort que le fait de posséder bien peu mais suffisamment encore pour être taxables et corvéables à merci. Comme au bon vieux temps de cette édifiante royauté de nantis lâchant ses gabelous sur la plèbe, confisquant le grain au profit des "saigneurs" amateurs de brioche.

Alors le bel Emmanuel a-t-il mangé son pain blanc ? Peut-être, à en croire la houle naissante perceptible au travers des médias de moins en moins complaisants pour le va-t-en-guerre et ses sbires de l'hémicycle, plus encore au vu des réactions spontanées de citoyens lambda jusque-là plutôt silencieux voire résignés. Et les bientôt "moins que rien" à force d'être pressurisés et violentés au quotidien finiront peut-être par botter le cul au fanfaron qui ne veut rien lâcher et attend qu'on vienne le chercher...

Aussi il faut s'y mettre **TOUTES** et **TOUS** pour montrer à l'arrogante caste dirigeante de notre pays qu'il n'y aura point de **cessez-le-feu** dans les justes revendications de la masse unanimement lassée par les provocations répétées du pouvoir et que rien ne sera possible sans la **capitulation** sans condition de l'Exécutif en place.

Bernard Blumerel

NOUVEAU RELAX

Exclusivité parue dans le Jhm « Le Nouveau Relax va préserver son label scène conventionnée ». Voilà une info qui va sans doute calmer les esprits après des mois d'incertitude.

Dans une déclaration parue dans notre journal, nous avons soutenu avec force l'idée que le Nouveau Relax reste une scène nationale, la seule en Haute-Marne (voir notre journal N°116). La directrice et le personnel peuvent donc respirer et s'atteler à la noble tâche de nous faire réfléchir, rire et rêver. Les spectateurs respirent à nouveau eux aussi...

Préserver ce genre d'outil, l'accès à la culture, s'ouvrir sur d'autres arts sont une chance, conclut l'article du JHM; La culture, acte de résistance contre la haine et l'obscurantisme. Un bel objectif que Christine Guillemey a fait sien ? Alors pas de raison de bouder...



L'AUGMENTATION DU SMIC EST URGENTE ET INDISPENSABLE

La CGT était auditionnée le 31 octobre 2018, par un groupe d'experts chargé de faire des préconisations concernant l'augmentation du Smic au 1er janvier 2019. La CGT a donc profité de cette audition pour proposer que le Smic soit immédiatement porté à 1 800 euros par mois et que les salaires du privé comme du public soient augmentés de manière significative.

Cette année encore, les membres du groupe d'experts ont tenu des propos allant dans le sens d'une revalorisation très minimale du Smic. La situation sociale des salariés au Smic leur est complètement étrangère. Par contre que

les PDG des grandes entreprises perçoivent des rémunérations de 5 millions d'euros par an (+15% par an) n'est pas un problème pour eux. La CGT craint qu'à nouveau ce groupe demande au gouvernement de ne pas augmenter le Smic au-delà de l'inflation. Pour la CGT, au contraire, il faut augmenter le Smic et l'ensemble des salaires pour sortir les travailleurs de la pauvreté, atteindre enfin l'égalité professionnelle pour sortir le pays de l'austérité dans lequel il s'enfonce chaque jour.

mercredi 31 octobre 2018

FONCTION PUBLIQUE Un véritable projet de démantèlement !



Le Premier ministre a dévoilé lundi 29 octobre sa méthode pour supprimer 120 000 agents d'ici à 2022. Tout y passe : salaire au mérite, généralisation des contractuels, réductions d'effectifs, suppressions de missions, disparitions des instances représentatives des personnels...

Le cas des non titulaires a également été abordé. Actuellement près de 900 000, soit 20 % des effectifs de la fonction publique, les salariés sont majoritairement en contrats courts, parfois renouvelés jusqu'à six ans. Le gouvernement prévoit le contraire du plan de titularisation demandé par les organisations syndicales : il veut accroître le taux de non titulaires dans la fonction publique. La précarité engendrée compromettra fortement la

neutralité et l'impartialité attendue des services de la fonction publique. Concernant la rémunération, le gouvernement envisage la suppression de la valeur du point, unificateur du salaire dans la fonction publique, pour proposer une individualisation à la performance et au mérite. Enfin, le gouvernement prépare des outils pour accompagner les dizaines de milliers de suppressions d'emplois (120 000 pour être exact) prévues. Loin de la mobilité choisie demandée par les agents à laquelle la CGT est favorable, il s'agit ici une mobilité imposée, sur laquelle les salariés n'auront aucune prise. Les organisations syndicales se réuniront pour discuter de la marche à suivre contre ces mesures inacceptables. Des mobilisations importantes (y compris par la grève) sont déjà à prévoir... <http://www.cgt.fr/>

TRÈS CHER MARTINELLI

On connaît l'antipathique shérif de Nottingham personnage fort peu sympathique, ennemi juré de Robin des Bois et des petites gens et grand collecteur d'impôts. Pas la peine d'aller dans la perfide Albion, nous avons le même à l'Agglo de Chaumont où l'on ne compte plus les postes à responsabilité (rémunérés, va sans dire) qu'il cumule, au point que, mis au pied du mur par « l'Affranchi » sur son cumul de cumuls (emploi + élu bis et ter) il a jugé bon de se mettre « à disposition ». Avec, tout de même, plus de 47 000 € net annuel en attente du bonus de vice-président du Conseil départemental. Ainsi bardé, en bon guerrier dévolu, le -entre-autre- adjoint aux finances de l'Agglo de Chaumont n'a pas tergiversé une seconde pour faire augmenter de près de 30 % le taux de la taxe d'habitation de l'Agglo. De quoi rendre un peu plus attractive la « Très chère Chaumont » *

*JHM du 30/10/2018 Dossier Taxes

PRENEZ CONTACT - ADHÉREZ

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 avenue du Général Leclerc - 52000 Chaumont

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Site du Syndicat <http://cgtretraites-chaumont.fr>

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Téléphone : 06 79 61 00 78



Ma voiture est hybride

Elle se déplace avec 38% de diesel et 62% d'impôts...

